

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°43 2025

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Les transferts de fonds en hausse de plus de 30% en glissement annuel en novembre ;
- ❖ **Bhoutan** : Indicateurs macroéconomiques pour le mois d'octobre 2025 ;
- ❖ **Inde** : La croissance du PIB réel surpasse les anticipations et progresse à un rythme de 8,7% en g.a. ;
- ❖ **Maldives** : Un dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux (BC) et le financement du terrorisme (FT) encore fragile malgré des risques élevés ;
- ❖ **Pakistan** : Aggravation du déficit commercial (+37% en g.a.) entre juillet et novembre ;
- ❖ **Sri Lanka** : Lourdes conséquences du passage du cyclone Ditwah ;

À RETENIR

8,2%

Croissance du PIB réel indien au T2
2025/26 (juillet à septembre)

Bangladesh

Les transferts de fonds en hausse de plus de 30% en glissement annuel en novembre

Les transferts de fonds des expatriés bangladais ont atteint 2,88 Mds USD en novembre, en hausse de plus de 30% en glissement annuel et de 13% par rapport à octobre. Entre juillet et novembre, les envois totalisent environ 13 Mds USD, contre 11 Mds USD un an plus tôt.

Cette progression s'inscrit dans une tendance haussière continue depuis décembre dernier, portée notamment par la réduction de l'écart entre les taux de change officiel et informel. Les récentes réformes de libéralisation du taux de change, le contrôle accru des circuits de paiement informels (hundi) et la baisse de la demande de dollars ont renforcé les flux via les canaux bancaires. Parallèlement, la banque centrale a rappelé aux banques commerciales qu'elle ne fournirait plus de soutien en devises, les incitant à sécuriser davantage leurs propres ressources pour les paiements d'importation.

L'expatriation croissante de travailleurs bangladais contribue également à la hausse des transferts. Selon le BMET, plus de 4 M de personnes ont migré à l'étranger entre FY21 et FY25.

Pour rappel, sur l'ensemble de l'exercice 2024-25, les transferts de fonds ont dépassé pour la première fois 30 Mds USD, soit une hausse de 6,4 Mds USD en un an, alors que le précédent record s'établissait à 24,8 Mds USD en FY21. Dans ce contexte, les réserves de change se sont nettement redressées, atteignant 26,4 Mds USD fin novembre, contre 18,7 Mds USD un an plus tôt. En novembre, Islami Bank Bangladesh a reçu le volume le plus élevé de fonds (606 M USD), suivie d'Agrani Bank (241 M USD) et Janata Bank (228 M USD).

[Bangladesh Remittance Record High November 2025 | Remittance jumps 31% in November](#)

L'industrie manufacturière bangladaise aurait perdu 1,4 M d'emplois entre 2013 et 2023

Selon une étude du centre de recherche Research and Policy Integration for Development (RAPID), l'industrie manufacturière bangladaise aurait perdu 1,4 M d'emplois entre 2013 et 2023, alors même que le secteur productif enregistrait une croissance annuelle moyenne de 10% sur la période. La hausse de productivité, portée par l'automatisation et l'expansion du secteur textile (RMG), s'est ainsi traduite par une croissance sans création d'emplois. En effet, produire 1 M USD de biens exportés nécessitait 220 travailleurs en 2013, contre seulement 94 en 2024.

L'étude alerte notamment sur la situation de l'emploi des jeunes, particulièrement affectés par l'essoufflement du marché du travail : leur taux de chômage atteint 17%, contre 4% pour l'ensemble de la population active, avec un niveau particulièrement élevé chez les diplômés universitaires (13,5 %). Le taux de NEET reste lui aussi préoccupant, touchant 19% des femmes et 16% des jeunes, malgré une amélioration observée au cours des dernières années.

Le rapport attribue ces difficultés à une stratégie de développement trop centrée sur le secteur RMG, au détriment d'une industrialisation plus diversifiée. RAPID estime que le pays fait

désormais face à une désindustrialisation prématurée, malgré un dividende démographique encore largement inexploité. Depuis 2016, la création nette d'emplois provient principalement de l'agriculture, mais dans des activités peu rémunérées et faiblement productives, contribuant à la remontée de la pauvreté depuis 2022.

RAPID souligne enfin que le Bangladesh est pris dans un « triangle de cycles vicieux » avec une croissance peu créatrice d'emplois, des inégalités insuffisamment prises en compte dans les politiques publiques, et une gouvernance fragilisée par la corruption.

[Finance News: Latest Financial News, Finance News today in Bangladesh](#)

L'essor des paiements digitaux au Bangladesh se confirme en 2024

Selon un rapport de la Bangladesh Bank, les transactions digitales ont atteint 403 M en 2024 (contre 366,7 M en 2023), pour une valeur totale de 763 Mds BDT (5,3 Mds EUR). Les opérations non digitales ont progressé encore plus rapidement, en hausse de 31%, pour atteindre 455 M de transactions sur la période.

Le système de paiements du Bangladesh a ainsi connu une croissance soutenue en 2024 avec une transformation structurelle en cours liée à l'adoption croissante des services numériques, des investissements technologiques importants et un renforcement de la supervision réglementaire.

Le système de règlement brut en temps réel (RTGS), le système de paiement électronique qui traite et règle les transactions individuellement, a fait l'objet d'une modernisation d'envergure, avec l'adoption du standard ISO 20022, l'introduction de calendriers de règlement distincts pour les opérations en taka et en devises, et l'amélioration des capacités de suivi des transactions. En 2024, il a traité 5,4 M d'opérations, totalisant plus de 26,72 trillions BDT, incluant des transferts en USD, EUR, CNY, JPY, GBP et CAD.

Le segment des Mobile Financial Services (MFS) enregistre toutefois un recul relatif de l'usage digital alors que la part des transactions numériques a diminué à 41% (contre 47% un an plus tôt), malgré la hausse du nombre de comptes actifs, qui atteint 239 M.

Malgré cette expansion, l'adoption des paiements numériques demeure inégale. Si les transferts d'argent continuent de croître, l'usage des paiements électroniques reste limité chez les commerçants, en particulier les micro-entreprises. Des acteurs du secteur appellent à renforcer l'accès bancaire, encore inférieur à celui de pays comparables, afin de favoriser une inclusion financière plus large et d'accélérer l'adoption des paiements électroniques, notamment dans les zones rurales.

[Finance News: Latest Financial News, Finance News today in Bangladesh](#)

Le budget de la centrale nucléaire russe de Rooppur en forte hausse

Le projet de centrale nucléaire de Rooppur, mis en œuvre dans le cadre d'un accord intergouvernemental avec la Russie, a fait l'objet d'une révision majeure de son budget, en hausse de 261,8 Mds BDT (+23%), en raison d'un nouvel ajustement du taux de change. La proposition révisée transmise fin novembre porte ainsi le coût total à 1 392 Mds BDT (11,4 Mds USD), contre 1 131 Mds BDT lors de l'approbation en 2016.

La révision s'appuie sur une actualisation des taux de change appliqués : les dépenses des trois dernières années (3,1 Mds USD) sont désormais estimées sur la base de 122 BDT/USD alors que les dépenses déjà réalisées (8,3 Mds USD) étaient calculées au taux de 95 BDT/USD. Si le crédit

russe de 11,38 Mds USD reste inchangé en valeur nominale, sa contre-valeur en monnaie locale augmente fortement, atteignant 1 168 Mds BDT (contre 910,4 Mds BDT initialement). La contribution nationale passe pour sa part de 220,5 à 224,7 Mds BDT.

Le contrat, signé en 2015 entre la Bangladesh Atomic Energy Commission (BAEC) et Atomstroyexport, prévoit la construction de deux unités d'une capacité totale de 2 400 MW, incluant la fourniture d'équipements, la formation et l'approvisionnement en combustible. Selon la révision actuelle, l'unité 1 entrerait en service commercial en 2026. Initialement prévue pour décembre 2025, sa mise en service retardée devrait également décaler celle de l'unité 2 au-delà de 2026.

[Rooppur nuclear plant project cost to rise by Tk26,181cr after exchange rate adjustment | The Business Standard](#)

Bhoutan

Indicateurs macroéconomiques pour le mois d'octobre 2025

Selon la Banque centrale bhoutanaise, l'inflation globale s'est établie à 4% en glissement annuel en octobre 2025, contre 2,7% un an plus tôt. Cette hausse résulte essentiellement de l'accélération de l'indice des prix alimentaires (+5,6%), tandis que l'inflation hors alimentation s'est redressée à 2,6%, contre -1,7% en octobre 2024.

Les réserves de change atteignaient près de 1 Md USD à fin octobre 2025, soit une augmentation de 17,5 MUSD par rapport au mois précédent. Parallèlement, les transferts de la diaspora bhoutanaise s'élevaient à 257 M USD, dont plus de 70% en provenance d'Australie.

Les exportations d'hydroélectricité ont généré environ 268,1 MUSD de recettes, tandis que les ventes domestiques se sont établies à environ 69,7 MUSD. Sur la même période, les importations d'électricité ont représenté environ 28,7 MUSD, et celles d'énergie solaire environ 1,35 MUSD.

[Monthly Statistical Bulletin December 2025 – RMA](#)

Inde

La croissance du PIB réel surpasse les anticipations et progresse à un rythme de 8,2% en g.a.

L'économie indienne a enregistré une croissance du PIB réel de 8,2% au deuxième trimestre de l'exercice 2025-26, contre 5,6% un an plus tôt et 7,8% au trimestre précédent, dépassant largement la prévision de 7% de la RBI.

Cette accélération s'explique par un effet de base favorable et un déflateur du PIB historiquement faible (0,5%), inférieur à l'inflation mesurée par l'IPC (1,7%), ce qui tend à surestimer mécaniquement la croissance réelle.

Sur le plan sectoriel, le tertiaire demeure le moteur principal (+9,2%), suivi du secondaire (+8,1%), porté par l'industrie manufacturière (+9,1%) et la construction (+7,2%), tandis que l'agriculture progresse plus modérément (+3,5%).

Du côté de la demande, la consommation privée reste robuste (+7,9%), soutenue par le redressement de la demande rurale et une inflation maîtrisée et l'investissement (FBCF) poursuit sa hausse (+7,3%). En revanche, la consommation publique recule (-2,7%) et les exportations, bien qu'en progression (+5,6%), sont contrebalancées par la forte hausse des importations (+12,8%), ce qui réduit la contribution nette du commerce extérieur à la croissance.

[Indicateurs et conjoncture – Direction générale du Trésor](#)

[Le Comité de politique monétaire réduit le taux directeur à 5,25 %](#)

À l'unanimité, la Banque centrale (RBI) a décidé lors de sa dernière réunion de Comité de politique monétaire (CPM) de réduire le taux directeur de 25 points de base, le portant à 5,25%, tout en gardant une orientation « neutre ».

La Banque centrale a également révisé à la baisse ses prévisions pour l'exercice 2025-26 : l'inflation est attendue à 2% contre 2,6% précédemment, en raison de la chute exceptionnelle de l'inflation à 0,25% en octobre dernier, tandis que la croissance devrait atteindre 7,3%, contre 6,8% anticipé.

Parallèlement, la RBI poursuit ses mesures d'assouplissement de la liquidité : le taux de facilité permanente de dépôt (SDF) a été ajusté à 5 % (contre 5,25 % précédemment), et les taux de facilité permanente de prêt marginal (MSF) ainsi que le taux d'escompte (ou « bank rate ») ont été abaissés à 5,5 % (contre 5,75 %).

En outre, la RBI desserre progressivement sa politique macro-prudentielle, avec une réduction du Cash Reserve Ratio (CRR) de 100 points de base, le portant à 3% fin novembre 2025. Cette mesure devait permettre d'injecter environ 2,5 lakh crore INR (approx 30 Mds USD) de liquidité supplémentaire dans le système bancaire, afin de soutenir le crédit et stimuler la croissance agrégée.

[Monetary Policy Statement, 2025-26 Resolution of the Monetary Policy Committee December 3 to 5, 2025](#)

[Dépréciation de la roupie : le seuil symbolique de 90 USD/INR franchi](#)

Le 08 décembre, la roupie indienne a franchi un nouveau plus-bas historique, s'échangeant autour de 90,4 INR pour un dollar. Un seuil qui reflète une intensification des pressions externes, plutôt qu'un affaiblissement des fondamentaux macroéconomiques indiens.

Ce glissement s'explique d'abord par des sorties massives de capitaux étrangers. En effet, les investissements de portefeuille ont enregistré une sortie de près de 17 Mds USD d'actions indiennes depuis le début de l'année, le plus haut niveau de retrait depuis vingt ans. Cette tendance est accentuée par l'écart croissant de taux d'intérêt avec les États-Unis, qui renforce l'attractivité des actifs libellés en dollars, ainsi que par un dollar globalement fort.

En outre, la balance commerciale exerce également une pression additionnelle sur la devise. Les exportations de marchandises sont affaiblies par les nouveaux tarifs américains (34,4 Mds USD en octobre, 11,8% en g.a.), tandis que les importations continuent leur progression soutenue (+16,7% en g.a. en octobre) stimulées par la progression des achats d'or à hauteur de +200 % en g.a. (14,7 Mds USD) et les achats d'argent de 528 % (2,7 Mds USD), creusant le déficit commercial à 21,8 Mds USD en octobre.

Le gouverneur a réaffirmé que la Banque centrale n'intervenait pas pour défendre un niveau cible de la roupie, laissant le marché déterminer son point d'équilibre tout en atténuant ponctuellement la volatilité. Il convient de noter que le Fonds monétaire International (FMI) a récemment reclassé le régime de change indien en régime de change à glissement contrôlé (ou

« crawl »), la variation du taux de change étant contenue dans une marge étroite d'environ 2 %, deux ans après l'avoir qualifié de régime « stabilisé ».

Selon les autorités, les fondamentaux restent solides, avec des réserves de change élevées (686,2 Mds USD, soit plus de 11 mois d'imports). A l'occasion des annonces du Comité de Politique Monétaire, réduisant le taux directeur à 5,25%, il a également été annoncé l'injection de jusqu'à 16 Mds USD ce mois-ci via des achats d'obligations d'État, complétée par un swap de change de 5 Mds USD.

[Rupee at 90: RBI Governor Malhotra says no targeted band, market will decide currency level - The Economic Times](#)

Maldives

Un dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux (BC) et le financement du terrorisme (FT) encore fragile malgré des risques élevés

Le rapport relatif à l'évaluation mutuelle menée par l'Asia Pacific Group intervenue en janvier 2025 confirme que les Maldives sont exposées à des risques importants de BC, liés surtout au trafic de drogues, à la corruption, à la criminalité organisée, à la fraude et au détournement de fonds, dans un contexte d'économie très ouverte et de position géographique sur des routes de crime transnational. Les autorités ont une compréhension globalement correcte des risques relatifs au BC, mais beaucoup plus limitée pour le FT, et elles n'ont toujours pas adopté de stratégie nationale, la coopération restant largement informelle. La Cellule de renseignement financier produit des informations utiles, mais elles se traduisent encore peu par des enquêtes, poursuites et confiscations, dans un cadre juridique de saisie des avoirs incomplet et peu utilisé. Les banques appliquent de façon raisonnable les obligations en matière de lutte contre BC/FT, mais la supervision n'est pas pleinement fondée sur les risques et reste embryonnaire pour les professions non financières, alors même que persistent un important marché parallèle des changes. La coopération internationale demeure modérée.

[APG](#)

Moody's relève la perspective de la note des Maldives à « stable »

A contre-courant de l'analyse de la plupart des observateurs économiques, Moody's a amélioré la perspective de la notation souveraine des Maldives, qui passe de négative à stable, tout en confirmant la note à Caa2. La décision est motivée par une réduction du risque de crise de financement à court terme, les mesures budgétaires récemment annoncées par le gouvernement maldivien, les signaux positifs quant au redressement des finances publiques et à la gestion de la dette. L'agence souligne que le pays reste structurellement vulnérable, en raison d'un endettement élevé, de contraintes budgétaires fortes et de l'exposition aux chocs externes, notamment touristiques.

[Moody's](#)

La dégradation des finances publiques se confirme

Comme indiqué dans les brèves précédentes (cf. brève de la semaine 47), le déficit budgétaire continue de se creuser alors que les autorités affichaient encore un excédent au 23 octobre (de 6,3 MMVR). Au 20 novembre, le déficit atteint 1 520 MMVR à comparer à 1 022 MMVR une semaine avant. Les recettes ont donc progressé de 7,3% entre le 23/10 et le 20/11 quand les dépenses enregistraient une hausse de 13,2%. Le chiffre affiché reste en forte amélioration par rapport à la situation à la même date l'année précédente (déficit de 9,5 Mds MVR). Les retards

dans l'enregistrement des dépenses, le report massif de dépenses en capital hors budget et l'accumulation d'arriérés continuent à fausser la lecture de la dynamique budgétaire réelle.
[Ministère des Finances](#)

Pakistan

Aggravation du déficit commercial (+37% en g.a.) entre juillet et novembre

Selon les données publiées par le Pakistan Bureau of Statistics (PBS), la dynamique commerciale du Pakistan continue de se dégrader sous l'effet combiné d'une contraction des exportations et d'un regain des importations.

Le déficit commercial du Pakistan en novembre 2025 a progressé de 33% en glissement annuel, pour s'établir à 2,86 Mds USD. Cette détérioration résulte à la fois de la progression des importations (+5 % g.a., à 5,25 Mds USD), alimentée par l'entrée en vigueur de la nouvelle politique tarifaire, et d'une contraction marquée des exportations (-15,4 % g.a., à 2,39 Mds USD).

Sur la période de juillet à novembre 2025 (cinq premiers mois de l'exercice budgétaire 2026), le déficit commercial cumulé s'établit à 15,47 Mds USD, soit une hausse de 37 % en glissement annuel. Cette évolution s'explique par une baisse continue des exportations (-6 % g.a., à 12,84 Mds USD) et une accélération des importations (+13 % g.a., à 28,3 Mds USD).

On rappellera que le Premier ministre a récemment annoncé la constitution de 8 groupes de travail composés de représentants du secteur privé, portant sur l'industrialisation, la relance des exportations, afin de formuler des mesures pour améliorer la compétitivité des entreprises pakistanaïses.

[Pakistan's trade deficit surges 33% YoY to \\$2.9bn in November 2025 - Business & Finance - Business Recorder](#)

Inflation à 6,1% (en g.a.) en novembre

Selon les données publiées par Pakistan Bureau of Statistics (PBS), l'inflation annuelle (CPI) du Pakistan s'est élevée à 6,1 % en novembre 2025, contre 6,2 % en octobre 2025. Sur une base mensuelle, l'indice des prix à la consommation a progressé de 0,4 % en novembre, après une hausse de 1,8 % en octobre.

Sur la période de juillet à novembre 2025 (les cinq premiers mois de l'exercice 2026, 5MFY26), l'inflation cumulée atteint 5,01 %, contre 7,88 % sur la même période de l'exercice précédent (5MFY25). L'inflation urbaine (YoY) s'est située à 6,1 % tandis que l'inflation rurale a été de 6,3 % sur la même période ; le glissement mensuel s'est élevé respectivement à +0,5 % (urbain) et +0,2 % (rural).

Le ministère des Finances avait anticipé une inflation comprise dans une fourchette de 5 à 6 % en novembre, en s'appuyant sur de meilleurs résultats des récoltes et sur la modération des coûts des carburants. Pour mémoire, la Banque centrale (State Bank of Pakistan – SBP) a décidé de maintenir son taux directeur à 11 % lors de son dernier comité de politique monétaire, estimant que l'inflation resterait encore au-dessus de la cible de 5-7 % pendant quelques mois, avant de commencer à refluer au cours du prochain exercice budgétaire.

[Monthly Inflation Report for Nov 2025 - Pakistan Bureau of Statistics](#)

Le chômage atteint 7,1% au cours de l'exercice budgétaire 2025

Selon les derniers résultats du Labour Force Survey publiés par le Pakistan Bureau of Statistics, le taux de chômage a atteint son plus haut niveau en vingt ans, pour s'élever à 7,1% au cours de l'exercice budgétaire 2025, contre une moyenne enregistrée entre 5,3% et 6,9%. Selon ce rapport, le nombre total de personnes sans emploi est désormais estimé à environ 8 millions, soit une augmentation substantielle par rapport aux exercices précédents.

Le plus fort taux de chômage est enregistré dans la province du Khyber-Pakhtunkhwa (9,6%), suivie par le Punjab (7,3%), le Baloutchistan (5,5%) tandis que la province du Sind enregistre le plus faible taux de chômage (5,3%).

La structure sectorielle de l'emploi confirme la prédominance du secteur tertiaire. Avec 31,83 millions d'actifs, soit 41,7 % de l'ensemble des personnes employées, le secteur des services demeure le premier employeur du pays. L'agriculture constitue le deuxième pilier du marché de l'emploi, absorbant 33,1 % de la main-d'œuvre, soit 25,53 millions de personnes. Le secteur industriel, qui regroupe 19,86 millions d'employés (25,7 %), arrive en troisième position.

Sur le plan des revenus, le salaire mensuel moyen atteint désormais 39 042 roupies, en hausse de 15 014 roupies par rapport aux 24 028 roupies enregistrées en 2020-21. Cette progression nominale, bien que significative, demeure en partie atténuée par les pressions inflationnistes des dernières années. Des écarts de rémunération subsistent par ailleurs entre les sexes : les hommes perçoivent en moyenne 39 302 roupies par mois, contre 37 347 roupies pour les femmes.

Le ministre de la Planification, Ahsan Iqbal, a pointé du doigt deux facteurs principaux pour expliquer cette détérioration : d'une part les catastrophes climatiques — notamment les inondations survenues en 2022 —, et d'autre part les réformes structurelles mises en œuvre dans le cadre du programme du FMI qui auraient comprimé la demande et freiné l'activité économique, réduisant la création d'emplois.

[PAKISTAN LABOUR FORCE SURVEY 2020-21](#)

Stratégie économique du gouvernement – croissance modérée et durable soutenue par les exportations

Le ministre des Finances, Muhammad Aurangzeb, est récemment revenu au cours de différentes interventions sur la stratégie économique poursuivie par le gouvernement, affirmant vouloir engager résolument l'économie pakistanaise dans une trajectoire de croissance durable, marquant la transition d'une phase de stabilisation macroéconomique – rendue nécessaire après plusieurs années de déséquilibres internes et externes – vers un modèle fondé sur la compétitivité et les exportations.

À l'occasion du Pakistan Population Summit 2025, Muhammad Aurangzeb, a rappelé que le pays faisait face à deux risques existentiels majeurs : une dynamique démographique rapide et les effets croissants du changement climatique, tous deux susceptibles de freiner durablement le potentiel de croissance s'ils ne sont pas anticipés par des politiques publiques adaptées.

Le ministre a souligné la nécessité urgente de rompre avec le cycle récurrent "boom-bust" qui caractérise l'économie pakistanaise depuis plusieurs décennies. Selon lui, seule une croissance tirée par les exportations permettra de stabiliser durablement l'économie, de renforcer la

résilience externe et de créer des emplois en quantité suffisante pour absorber une population active en forte expansion.

Ces déclarations ont trouvé un écho dans les déclarations du Gouverneur de la Banque centrale, qui a lui aussi rappelé que le modèle économique traditionnel du Pakistan — fondé sur des phases répétées de forte croissance puis de stabilisation douloureuse — ne peut plus répondre aux ambitions d'un pays dont la population dépasse les 250 millions d'habitants. Selon lui, l'époque des « cycles boom-bust » doit laisser place à une croissance durable, inclusive et orientée vers l'extérieur. Il appelle les banques à favoriser le crédit au secteur privé et les entreprises pakistanaises à renforcer leur compétitivité (moderniser leurs processus, améliorer la qualité de leurs produits, s'intégrer aux chaînes de valeur mondiales, investir dans l'innovation, s'ouvrir aux marchés internationaux).

[SBP governor urges shift to globally competitive growth model to end Pakistan's boom-bust cycle - Profit by Pakistan Today](#)

[L'indice de confiance des entreprises progresse de 11 points à +22%](#)

Selon la dernière enquête de l'OICCI, la confiance des entreprises au Pakistan a rebondi à +22 %, en hausse de 11 points par rapport à la précédente édition. Le secteur des services mène la reprise avec +24 %, suivi du commerce de détail (+15 %) et de l'industrie (+1 %).

Les perspectives d'investissement et d'emploi s'améliorent : l'indice des nouvelles commandes passe de 26 % à 41 %, l'indice des nouvelles embauches de 13 % à 16 %, et l'indice des investissements à venir de -4 % à +12 %.

L'enquête souligne également l'adoption croissante de la technologie et de l'intelligence artificielle, 43 % des entreprises déclarant l'avoir déjà intégrée et 81 % anticipant un rôle accru dans leurs opérations.

Malgré ce regain de confiance, les entreprises restent préoccupées par la fiscalité, l'inflation, la dépréciation monétaire et l'instabilité des politiques publiques, indiquant que la consolidation d'une croissance durable dépendra de réformes structurelles et d'une meilleure compétitivité à l'international.

[Business confidence in Pakistan surges to +22 pc: OICCI Survey - Business & Finance - Business Recorder](#)

[Renforcement de la coopération bilatérale avec la Turquie dans l'énergie, le pétrole, le gaz et le secteur minier](#)

A l'occasion de la visite officielle du ministre turc de l'Énergie et des Ressources naturelles, Alparslan Bayraktar, à Islamabad, début décembre 2025, plusieurs memoranda of understanding (MoU) ont été signés entre entreprises et institutions pakistanaises et turques, dans le cadre d'un renforcement de la coopération bilatérale dans l'énergie, le pétrole, le gaz et le secteur minier.

Le Pakistan et la Turquie ont signé plusieurs accords majeurs dans les secteurs de l'énergie et des mines, portant sur l'exploration et l'exploitation de blocs pétroliers et gaziers on- et offshore, ainsi que sur le développement minier. Ces projets mobiliseront plus de 300 M USD d'investissements turcs.

Le secteur des services énergétiques et miniers bénéficiera d'une modernisation accrue, tandis que le gouvernement pakistanais a encouragé les entreprises turques à augmenter leurs

investissements dans le pays. Les accords visent à renforcer la sécurité énergétique, accroître la production locale et soutenir la création d'emplois, dans un contexte de relance économique et de diversification énergétique.

Le Premier ministre Shehbaz Sharif a souligné que la coopération bilatérale contribuerait à stabiliser et dynamiser le secteur énergétique pakistanais, tout en intégrant l'expertise turque pour moderniser les infrastructures et améliorer l'efficacité des opérations.

[PM urges Turkish companies to increase investment in Pakistan's energy sector | Pakistan Today](#)

PIA – l'appel d'offres se tiendra le 23 décembre et sera public

Le Premier ministre, Shehbaz Sharif, a confirmé que l'appel d'offres pour la privatisation de PIA sera organisé le 23 décembre 2025, et que l'intégralité du processus sera diffusée en direct à la télévision, afin d'assurer la transparence et la légitimité de la procédure.

Le plan de privatisation prévoit la cession d'une participation comprise entre 51 % et 100 % du capital de la compagnie nationale, conformément aux engagements du gouvernement dans le cadre du programme du International Monetary Fund (IMF), visant à réformer les entreprises publiques déficitaires.

Quatre consortiums ont été préqualifiés pour participer à l'appel d'offres: Lucky Cement Consortium, Arif Habib Corporation Consortium, Fauji Fertiliser Company Limited et Air Blue Limited.

Le Premier ministre a insisté sur le fait que ce processus serait conduit de façon rigoureuse, sans favoritisme, dans le respect de la transparence et du mérite, afin d'inspirer confiance tant aux opérateurs qu'au public, et de garantir que le futur opérateur puisse remettre l'entreprise sur la voie de la rentabilité et d'un service conforme aux attentes.

[Bidding for PIA to be held on Dec 23, says PM Shehbaz - Pakistan - DAWN.COM](#)

Sri Lanka

Lourdes conséquences du passage du cyclone Ditwah

Alors que le Sri Lanka se relève à peine de la crise financière de 2022 et qu'il subit chaque année des pertes liées aux catastrophes naturelles d'un coût annuel moyen estimé par la Banque mondiale à 0,4% du PIB, il vient d'être touché par le plus grave épisode météorologique depuis le tsunami de 2004. Il a causé la mort d'au moins 479 personnes (et 350 disparus) et affecté 1,6 million d'autres (sur une population de 21 millions). Les dépenses supplémentaires que cet événement climatique entraînera pèseront sur un budget déjà sous contrainte (31,2 Mds LKR, soit environ 100 MUSD, ont d'ores et déjà été alloués aux besoins d'urgence). Les destructions de terres agricoles sont estimées à 510 000 hectares et les pertes de récolte (riz, légumes, thé et autres cultures vivrières) et de captures de pêche se traduisent déjà par une hausse marquée du prix des denrées alimentaires ; une réduction des exportations et une hausse des importations, aggravée par la nécessité de remplacer les équipements endommagés, sont également attendues. Le coût pour SriLankan Airlines et la compagnie ferroviaire aggrave les pertes de ces entreprises ; la désorganisation massive des déplacements a également eu des effets importants sur le commerce, la logistique et la productivité. Enfin, le tourisme est affecté avec des pertes élevées de revenus (annulations ou reports de séjours). Les autorités ont décrété l'état d'urgence et fait appel à l'aide internationale. Un fonds spécial de reconstruction est en cours de mise en place et une évaluation détaillée des dommages en cours avec l'aide

de la Banque mondiale (rapport attendu d'ici 15 jours). L'événement semble d'une ampleur au moins comparable, voire supérieure aux grandes inondations de 2016–2017, qui avaient provoqué des pertes chiffrées à plusieurs centaines de millions d'USD (entre 0,75 et 1% du PIB, voire jusqu'à 3% selon la société financière First Capital Holdings) et affecté la croissance.

Deuxième mois consécutif de déficit du compte courant en octobre

Selon la banque centrale (CBSL), il a atteint 200 MUSD sur le mois d'octobre après 183 MUSD en septembre. Depuis le début de l'année, l'excédent courant cumulé reste toutefois confortable malgré une hausse de 13,8% des importations de biens. Il s'élève à 1 657 MUSD à comparer à 1 548 MUSD au cours de la période correspondante de 2024 (+7,1%). Le déficit commercial passe de 4,7 Mds USD au cours des 10 premiers mois de 2024 à 6,2 Mds USD sur la période correspondante de 2025 - essentiellement en raison de l'augmentation des importations de véhicules à la suite de la levée de l'interdiction d'importation en février 2025 (ces importations pourraient atteindre 1,5 Md USD au cours de l'année 2025). L'excédent des échanges de services (essentiellement tourisme) progresse de 2,6% pour atteindre 3,1 Mds USD et les transferts de migrants de 20,1% pour atteindre 6,5 Mds USD sur la période.

[CBSL](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr